

Fiscalité - régularisation fiscale

Régularisation fiscale anno 2017

Suite à la sixième réforme de l'état les règles de la régularisation fiscale varient en fonction de la région.

Réglementation fédérale

Introduction d'un système de régularisation fiscale permanent à partir du 1/8/16 et ceci via le point central des régularisations fiscales auprès du ministère des finances.

Important! Ceux qui avaient déjà introduit une demande sous le vieux régime ont la possibilité de le refaire via le nouveau régime.

Taux?

On fait une distinction entre:

- **les revenus et montants non prescrits:** régularisation au taux normalement du dans le cadre d'une déclaration correcte augmenté d'une amende de 22% pour 2017, cette amende sera augmenté d'1% par an et s'élèvera à 25% à partir de 2020
- **capitaux prescrits:** régularisation au taux de 37 % pour 2017, ce taux sera augmenté d'1% par an et s'élèvera à 40% à partir de 2020, la partie du capital dont l'origine n'est pas claire tombe sous la même réglementation, la charge de preuve est auprès du déclarant

Accords de coopération en ce qui concerne Bruxelles capitale et la région wallonne.

Réglementation flamande

A partir du 6 mars 2017 les règles flamands en ce qui concerne les régularisations sont d'application ce qui permet de régulariser les impôts fédéraux ainsi que les droits de successions flamands et l'impôt d'enregistrement flamand. Contrairement à la loi fédérale la réglementation flamande est limitée dans le temps jusqu'au 31/12/2020 et la demande doit être déposée auprès du service d'impôt flamand (Vlabel).

Au niveau de la tarification on distingue:

- montants non prescrits fiscalement, 20% en ce qui concerne les impôts d'enregistrement, 35% pour les droits de successions en ligne directe et entre partenaires et 70% dans tous les autres cas
- montants prescrits fiscalement, tarification égale à ceux de la réglementation fédérale

Quid des montants non séparables?

Pour les montants non attribuables aux impôts fédéraux ou aux impôts flamands il existe un mécanisme de partage spécifique, ceux-ci font partie d'une régularisation spéciale (déclaration 'B') et celle-ci doit être déposée auprès du CPR qui fait suivre au Vlabel.

Pourquoi régulariser?

Mieux vaut le faire rapidement car les amendes augmentent dans le temps. Le secret bancaire est bel et bien fini et il y a obligation de déclarer les comptes détenus à l'étranger auprès du PCC (point central de contact). Le fisc belge reçoit d'ailleurs les informations des comptes de ses citoyens détenus à l'étranger. Les banques sont obligées de déclarer l'existence de ce genre de comptes via le reporting CRS (common reporting standard) et ce à partir de 2017. Dès qu'il y a une enquête à l'encontre d'un contribuable une régularisation n'est plus possible!

Un contribuable n'a qu'une possibilité d'introduire la déclaration de régularisation sous le nouveau système. Il est donc important de le faire correctement. Sur base de l'attestation de régularisation le déclarant reçoit l'immunité fiscale et pénale à ce sujet.

Vu la complexité de ce dossier 'régularisation' il est à conseiller de vous faire accompagner par un spécialiste

Antwerpen | Mortsel | Sint-Martens-Latem

dans la matière.

Vous pouvez contacter notre service juridique pour de plus amples informations au +32 (0)3 241 09 82.